



Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence
4, 5 et 6 juillet 2014 **4, 5 and 6 July 2014**

INVESTIR POUR INVENTER DEMAIN

INVEST AND INVENT TOMORROW

Programme au 16 juin 2014

Program as of 16 June 2014



Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

4, 5 et 6 juillet 2014 4, 5 and 6 July 2014

Investir pour inventer demain

La relance de l'investissement est aujourd'hui indispensable et doit être au cœur de la démarche de tous les acteurs.

Le monde connaît une des plus grandes ruptures de son histoire. La crise financière, systémique, a rompu une longue période de développement économique, brisant la dynamique d'expansion et faisant craindre la « stagnation séculaire ». Les défis sont nombreux : la finance est encore insuffisamment régulée, des tensions nationalistes émergent, les inégalités se creusent et un sentiment de défiance paralyse nos sociétés occidentales. Pour autant le capitalisme n'a jamais été porteur d'un tel potentiel de richesses. La révolution numérique bouleverse les équilibres et renforce la mobilisation de la société civile tandis que certaines frontières géographiques s'estompent et que d'autres se créent.

La 14e édition des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence a pour ambition de soutenir une dynamique mondiale qui fait le choix de l'investissement. Pendant trois jours, venant de plus de 30 pays, des universitaires, des chefs d'entreprise, des représentants politiques et d'institutions, et des étudiants vont dessiner les contours d'un nouvel avenir.

Le vendredi matin, les étudiants du concours « La parole aux étudiants » nous interpellent sur leurs ambitions pour le futur. L'après-midi posera la réflexion sur les défis à venir mais aussi les opportunités. La journée du samedi sera construite autour de quatre parcours, sources de propositions pour accompagner l'investissement : « Investir dans l'humain », « Penser le long terme », « Financer l'investissement », « Inventer le nouvel environnement de l'investissement ». Le dimanche, la gouvernance mondiale de l'investissement et sa dimension politique seront au cœur des discussions et les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence seront conclues par la déclaration du Cercle des économistes.

Invest and Invent Tomorrow

Getting investment going again is essential today and should be at the heart of the approach of every actor.

The world faces one of the biggest break in its history. The systematic financial crisis terminated a long period of economic development, breaking the dynamic of expansion with the threat of a "secular stagnation". Several challenges are ahead of us: Finance is still insufficiently regulated, nationalist tensions are emerging, social inequalities are widening, and a mood of stagnation hangs over the societies of the Western world. In any case, capitalism is a bearer of wealth to everyone. The digital revolution is both upsetting the balance of things and strengthening the ability of civil society to mobilize, while at the same time some geographical borders are blurring and others are coming into being.

The 14th annual conference of "Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence" has as its goal to sustain a world dynamic process of choosing to invest. Over the course of three days, academics, business and political leaders and student representatives from more than 30 countries will define the outlines of a new future.

Friday morning the students from the "La parole aux étudiants" competition will question us about their future. The afternoon will shift the focus to the challenges as well as the opportunities, which are yet to come. Saturday is built around four intellectual themes as sources of investment ideas: « Investing in human resources », « Thinking in the long term », « Financial investment », and « Inventing a new investment climate ». On Sunday, world investment regulation and its political dimensions will be the central theme of the discussions. Finally Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence will conclude with a final statement from le Cercle des économistes.

Document interactif - Cliquez sur les sessions

Vendredi 4 juillet

9h45	Sessions étudiants «Investissez l'avenir»	
12h		
13h30	Accueil par Jean-Hervé Lorenzi	
14h	Session inaugurale L'investissement, rythme de l'Histoire du monde	
15h	Session 1 Quels investissements pour quelle croissance ?	Session 2 L'investissement : la confiance en acte
16h15	Session 3 Investir dans un monde indéchiffrable	Session 4 Science et numérique vont-ils changer le monde ?
17h30	Débat 1 Réconcilier les Français avec la création de richesse	
18h		

Samedi 5 juillet

8h30	Débat 2 Comment l'Europe peut-elle gagner la course à la compétitivité ?			
	Parcours 1 Investir dans l'humain	Parcours 2 Penser le long terme	Parcours 3 Financer l'investissement	Parcours 4 Inventer le nouvel environnement de l'investissement
9h15	Session 5 L'école apprend-elle le monde ?	Session 6 L'économie de la recherche	Session 7 L'investisseur idéal : entre intérêt et responsabilité	Session 8 Territoires et mégalopoles : la course à l'attractivité
10h30	Session 9 Le casse-tête de l'emploi	Session 10 Climat, il est urgent d'investir	Session 11 Le conflit fiscal planétaire	Session 12 Fonder l'entreprise du XXIe siècle
11h45	Débat 3 Où sont les technologies de rupture ?			
12h30				
14h45	Débat 4 Marchés et investissement : peuvent-ils se marier ?			
15h30	Session 13 La nécessité d'une prospérité partagée	Session 14 Vers un New Deal des infrastructures	Session 15 La spéculation, ennemie de l'investissement ?	Session 16 L'Europe a-t-elle perdu la guerre des monnaies ?
16h45	Session 17 La jeunesse, ressource rare du futur ?	Session 18 Déséquilibres internationaux et évolutions démographiques	Session 19 Comment un État désargenté peut-il investir ?	Session 20 Renouer avec le progrès technique
18h				

Dimanche 6 juillet

8h	Allocution spéciale Christine Lagarde Fonds Monétaire International
8h30	Débat 5 La mondialisation est-elle contrôlable ?
9h15	Session 21 Les mutations de l'investissement
10h	Session 22 Nouvelles frontières, nouveaux acteurs de l'investissement
11h	Session 23 Faut-il investir dans l'Europe ?
12h	Session 24 L'investissement, accélérateur de l'Histoire du monde
13h15	Conclusion et déclaration finale
13h30	



Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

4, 5 et 6 juillet 2014

4, 5 and 6 July 2014

Interactive Document - Click on sessions

Friday 4 July

9:45 am	Students' Sessions «Invest in Tomorrow»	
12:00 am		
1:30 pm	Welcome Address by Jean-Hervé Lorenzi	
2:00 pm	Opening Session Investment as the Heartbeat of the World's History	
3:00 pm	Session 1 What Investments for what Growth ?	Session 2 Investment: Trust in Action
4:15 pm	Session 3 Investing in an Indecipherable World	Session 4 Will Science and Digital Economy Change the World?
5:30 pm	Debate 1 Reconciling French People with Wealth Creation	
6:00 pm		

Saturday 5 July

8:30 am	Debate 2 How can Europe Win the Race for Competitiveness?			
	Path 1 Investing in Human Capital	Path 2 Considering the Long Term	Path 3 Financing Investment	Path 4 Devising the New Environment for Investment
9:15 am	Session 5 Can School Teach the World?	Session 6 The Economy of Research	Session 7 The Ideal Investor: Between Interest and Responsibility	Session 8 Territories and Mega-cities: the Race for Attractiveness
10:30 am	Session 9 Employment: a Tough Nut to Crack	Session 10 Investing in the Environment: an Emergency	Session 11 The Global Tax Conflict	Session 12 Building the Company of the 21st Century
11:45 am	Debate 3 Where do Disruptive Technologies Lie?			
12:30 pm				
2:45 pm	Debate 4 Markets and Investment: can they get Married?			
3:30 pm	Session 13 The Need for Shared Prosperity	Session 14 For a New Deal of Infrastructures	Session 15 Is Speculation the Enemy of Investment?	Session 16 Has Europe Lost the Currency War ?
4:45 pm	Session 17 Will Youth become a Scarce Resource?	Session 18 Global Imbalances and Demographic Trends	Session 19 How can a Penniless State Invest?	Session 20 Reviving Technical Progress
6:00 pm				

Sunday 6 July

8:00 am	Special Statement Christine Lagarde International Monetary Fund
8:30 am	Debate 5 Is Globalization Manageable?
9:15 am	Session 21 The Transformations of Investment
10:00 am	Session 22 New Investment Frontiers and New Players
11:00 am	Session 23 Should we Invest in Europe?
12:00 pm	Session 24 Investment as the Accelerator of the World's History
1:15 pm	Concluding Remarks and Final Statement
1:30 pm	

Pour la deuxième année consécutive, le Cercle des économistes invite 100 étudiants aux Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence.

Âgés de 18 à 28 ans, issus de toutes formations, les étudiants ont été sélectionnés dans le cadre du concours « La parole aux étudiants » ayant pour thème « investissez l'avenir ! » sur la base d'un texte original avec force de proposition pour l'avenir.

Les 5 lauréats ont été choisis par un jury présidé par Erik Orsenna et recevront le Prix « La parole aux étudiants ».

Les étudiants organisent les quatre sessions du vendredi matin en écho aux thèmes qu'ils ont choisis dans leurs contributions et à ceux du programme des Rencontres. Ces sessions visent à recueillir leurs idées, connaître leurs attentes pour les années à venir et à leur donner l'occasion de débattre avec des experts venus du monde entier pour participer aux Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence. Ils interviendront également tout au long des sessions du week-end, pour interpeller les intervenants.



For the second time round, Le Cercle des économistes is inviting 100 students to take part in Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence.

Aged 18 to 28 and with a variety of academic backgrounds, the students have participated in the contest "La parole aux étudiants" and written a paper on the subject "Invest in tomorrow" with a prerequisite of proposals for the future.

The five winners have been chosen by a jury chaired by Erik Orsenna and will be awarded the prize "La parole aux étudiants".

The students are in charge of the Friday morning sessions whose topics are in keeping with their contributions. The purpose of these sessions is also to collect their ideas, find out about their expectations for the years to come and give them the opportunity to debate with experts from all over the world. The students are also expected to take part in the week-end sessions and will be given a chance to ask their questions to the speakers.

9h45 - 10h

Amphi Portalis

Avant-propos - Investissez l'avenir ! La parole aux étudiants

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)

Erik ORSENNA (Président du Jury)

10h - 10h30

Amphi Portalis

Session 1

Investir dans le capital humain et la recherche

10h30 - 11h

Amphi Portalis

Session 2

Réinvestir le politique en France et en Europe

11h - 11h30

Amphi Portalis

Session 3

Entreprendre et innover autrement

11h30 - 12h

Amphi Portalis

Session 4 - Construire le cadre d'un investissement soutenable

12h

Amphi Portalis

Le mot de la fin

Hippolyte d'ALBIS et André CARTAPANIS (Le Cercle des économistes)

9:45am - 10:00am

Amphi Portalis

Avant-propos - Invest in Tomorrow! La parole aux étudiants

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)

Erik ORSENNA (President du Jury)

10:00am - 10:30am

Amphi Portalis

Session 1

Investing in Human Resources and Research

10:30am - 11:00am

Amphi Portalis

Session 2

Re-investing in Politics in France and Europe

11:00am - 11:30am

Amphi Portalis

Session 3 - Alternative entrepreneurship and innovation

11:30am - 12:00pm

Amphi Portalis

**Session 4
Setting up a Framework for Sustainable Investment**

12:00pm

Amphi Portalis

The Final Word

Hippolyte d'ALBIS and André CARTAPANIS (Le Cercle des économistes)

13h30 - 14h

Amphi Portalis

**Ouverture des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence
 et présentation des lauréats du concours « La parole aux étudiants »**

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)
Geneviève FIORASO (Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la
 Recherche)
Guillaume PEPY (SNCF)

14h - 15h

Amphi Portalis

Session inaugurale
L'investissement, rythme de l'Histoire du Monde

Quiconque jette un regard sur deux siècles d'expansion du capitalisme à l'échelle du globe est fasciné par le caractère tumultueux d'un développement que rien, à certaines époques, ne semble devoir brider. L'investissement est le fer de lance de ces périodes de croissance, c'est lui qui ouvre sans cesse de nouveaux marchés, crée de nouveaux emplois, introduit de nouvelles technologies. Mais cela n'a qu'un temps. La croissance n'est jamais linéaire ; les discontinuités, ce sont les cycles, l'inflexion durable de la tendance haussière, l'état stationnaire ou la dépression ; et c'est à nouveau l'investissement qui est en cause, il n'y a pas de croissance forte et stable reposant sur la consommation ou sur une demande venue « d'ailleurs ».

La session inaugurale a pour but de broser cette perspective à grands traits. On tâchera d'abord de repérer les grands moments de cette histoire longue en écartant toute interprétation mécaniste. On analysera les ressorts de cette dynamique en faisant la part de l'innovation, de la rentabilité, du financement, du contexte culturel et politique. On s'efforcera enfin de décrire où nous en sommes après une période sans précédent marquée d'abord par les Trente glorieuses puis par trente années de mondialisation.

Intervenants :

Pascal BRUCKNER (Philosophe)
Kevin O'ROURKE (Trinity College Dublin)
Yossi VARDI (International Technologies)

Coordination : **Jacques MISTRAL** (Le Cercle des économistes)

Modération : **François LENGLET** (RTL / France 2)

1:30pm - 2:00pm

Amphi Portalis

**Opening of the Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence and Meeting
 the Winners of the "La parole aux étudiants" Competition**

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)
Geneviève FIORASO (Secretary of State for Higher Education and
 Research)
Guillaume PEPY (SNCF)

2:00pm - 3:00pm

Amphi Portalis

Opening Session
Investment as the Heartbeat of the World's History

Anyone who takes a look at two centuries of global capitalism can only be fascinated by the tumultuous nature of its development, which at certain times seems unstoppable. Investment is the spearhead of these periods of growth, constantly introducing new technologies, opening new markets, creating new jobs. But history teaches that this doesn't last forever. Growth is never linear; discontinuities are introduced by economic cycles, unsustainable trends, the risks of deflation and depression. And investment again is at the forefront: there is no strong and stable growth based on consumption or demand from "elsewhere".

The opening session aims at offering a broad vision of this dramatic succession of changing economic times. We will first identify the main landmarks of this long story: avoiding any mechanistic reading, the goal is to decipher the complex interaction of innovation, profitability, financing, human and managerial capital as well as cultural and political factors. We will finally see where we stand now, facing the many uncertainties that are following an exceptionally long period of growth and globalization.

Speakers:

Pascal BRUCKNER (Philosopher)
Kevin O'ROURKE (Trinity College Dublin)
Yossi VARDI (International Technologies)

Coordination: **Jacques MISTRAL** (Le Cercle des économistes)

Moderation: **François LENGLET** (RTL / France 2)

15h - 16h15

Amphi Portalis

Session 1

Quels investissements pour quelle croissance ?

La croissance est-elle désirable? Doit-elle être l'objectif des gouvernements? Certains auteurs font valoir que d'autres indicateurs de développement doivent également être pris en compte, en particulier la qualité de l'environnement, le taux d'emploi et la distribution des richesses. D'autres considèrent qu'une croissance qui détériore l'environnement, détruit des emplois et crée des inégalités nuit au « bonheur ». D'autres enfin soutiennent qu'il y a une corrélation nette entre croissance du PIB par tête et perception du bien-être. Dès lors comment réconcilier croissance et bien-être? Faut-il privilégier l'offre ou la demande comme levier essentiel? Dans un contexte d'endettement, la doxa keynésienne qui préconise la relance par la demande est-elle adaptée? Si la mondialisation fait de l'innovation le principal moteur de la croissance, faut-il privilégier l'offre et pour autant négliger la demande? Dans le cadre d'une croissance par l'offre, quelles réformes structurelles faut-il concevoir pour dynamiser le marché des biens et celui du travail? Comment réconcilier croissance, mobilité sociale et environnement?

Intervenants :

Introduction : Louis GALLOIS (Ancien Commissaire à l'Investissement, France)
 Suzanne BERGER (MIT)
 Sergei GURIEV (New Economic School)
 Masahiro KAWAI (Ancien Doyen, Institut de la Banque Asiatique de Développement)
 Éric LABAYE (McKinsey)
 Gérard MESTRALLET (GDF SUEZ)
 Georges PLASSAT (Carrefour)

Coordination : Philippe AGHION
 (Le Cercle des économistes)

Modération : Philippe LEFÉBURE (France Inter)

15h - 16h15

Amphi Boulan

Session 2

L'investissement : la confiance en acte

La confiance est au cœur de l'investissement dans les échanges économiques et humains : « Tout échange commercial contient une part de confiance, comme toute transaction qui s'inscrit dans la durée. On peut vraisemblablement soutenir qu'une grande part du retard de développement économique dans le monde est due à l'absence de confiance entre ses citoyens » (K. Arrow, prix Nobel d'économie). La confiance explique l'essentiel de la qualité des relations au sein des entreprises et de la société civile, elle est au fondement de notre bien-être et de notre optimisme dans un destin collectif. Cette session discutera du rôle de la confiance dans l'investissement, la croissance économique et le bien-être. Il s'agira d'analyser les politiques susceptibles de stimuler la confiance dans l'économie, les institutions et en l'avenir. Plus précisément, il s'agira de s'interroger sur la confiance dans les entreprises, l'investissement dans le dialogue social, l'éducation nécessaire à la construction d'une société de confiance et le pacte de confiance entre les citoyens et les pouvoirs publics.

Intervenants :

Introduction : Andrei SHLEIFER (Harvard University)
 Christophe BLANCHARD-DIGNAC (La Française des Jeux)
 Bernard GAINNIER (PwC)
 Bruno LE MAIRE (Assemblée Nationale, France)
 Achille MBEMBÉ (Witwatersrand University)
 Guillaume PEPY (SNCF)
 Hubert VÉDRINE (Ancien Ministre des Affaires étrangères, France)

Coordination : Yann ALGAN
 (Le Cercle des économistes)

Modération : Merril STEVENSON (*The Economist*)

3:00pm - 4:15pm

Amphi Portalis

Session 1

What Investments for what Growth?

Is growth desirable? Should it be the main objective for governments? Some experts have argued that alternative development indicators should also be taken into account such as the quality of the environment, employment rates and the distribution of wealth. Others will put forward the fact that if growth damages the environment, destroys jobs, and generates inequalities, it will "jeopardize happiness" and therefore should cease to be a policy priority. Yet other scholars will argue that per capita GNP is positively correlated with the perception of well-being. How then best to reconcile growth and well-being? With the advent of globalization, is the Keynesian view whereby growth is primarily driven by aggregate demand and public spending, still appropriate? Why not take the supply side into account without neglecting the demand? And if one adopts the view that supply should be given top priority and that innovation is the main engine of growth, which structural reforms must be introduced and which strategic investments must be made by the State, if any, to foster growth while also enhancing social mobility and the environment?

Speakers:

Introduction : Louis GALLOIS (Former Commissioner for Investment, France)
 Suzanne BERGER (MIT)
 Sergei GURIEV (New Economic School)
 Masahiro KAWAI (Former Dean, Asian Development Bank Institute)
 Éric LABAYE (McKinsey)
 Gérard MESTRALLET (GDF SUEZ)
 Georges PLASSAT (Carrefour)

Coordination : Philippe AGHION
 (Le Cercle des économistes)

Moderation : Philippe LEFÉBURE (France Inter)

3:00pm - 4:15pm

Amphi Boulan

Session 2

Investment : Trust in Action

Trust is at the heart of investments in human and economic exchanges: "Virtually every commercial transaction has within itself an element of trust. Certainly any transaction conducted over a period of time. It can be plausibly argued that much of the economic backwardness in the world can be explained by the lack of mutual confidence." (K. J. Arrow, Nobel Prize). Quality relationships in firms and among members of civil society are essentially based on trust; it is the foundation of our well-being and confidence in a common future. In this session the role of trust in investments, economic growth and well-being will be discussed; the debate will especially focus on investments in firms, social dialogue, education as the basis of a society of trust and the confidence pact between its citizens and their governments.

Speakers:

Introduction : Andrei SHLEIFER (Harvard University)
 Christophe BLANCHARD-DIGNAC (La Française des Jeux)
 Bernard GAINNIER (PwC)
 Bruno LE MAIRE (Assemblée Nationale, France)
 Achille MBEMBÉ (Witwatersrand University)
 Guillaume PEPY (SNCF)
 Hubert VÉDRINE (Former Minister for Foreign Affairs, France)

Coordination : Yann ALGAN
 (Le Cercle des économistes)

Moderation : Merril STEVENSON (*The Economist*)

16h15 - 17h30

Amphi Portalis

Session 3
Investir dans un monde indéchiffrable

La crise a rendu le monde indéchiffrable. Aux certitudes passées sur les moteurs de la création de valeur ont succédé les doutes sur les conditions de la croissance. Les investisseurs se sont précipités sur les « valeurs refuges » qui ne créent pas de valeur. La demande de sécurité n'a jamais été aussi grande et l'offre de sécurité aussi restreinte. Alors que le retour de la croissance suppose de réapprendre à investir dans un monde qui reste à créer collectivement.

Jusqu'à quel point les indicateurs économiques traditionnels nous donnent-ils une image suffisamment fidèle et intelligible de la situation économique ? Comment redonner à nos économies le goût du risque, car il n'y a pas de croissance sans innovation et pas d'innovation sans prise de risque ? Comment l'État peut-il jouer un rôle dans cette relance en endossant une part du risque ? Comment s'assurer que cette nouvelle prise de risque n'accroisse pas les inégalités ? Enfin, comment retrouver la confiance dans le progrès, condition de l'investissement de long terme ?

Intervenants :

Introduction : Lubna OLAYAN (Olayan Financing Company)

Dominique CERUTTI (Euronext)

Bozidar ĐELIĆ (Ancien Ministre des Finances, Serbie)

Éric LE BOULCH (CM-CIC Securities)

Philippe KNOCHE (Areva)

Guillaume SARCOZY (Malakoff Médéric)

Tomáš SEDLACEK (CSOB)

Luis TELLEZ (Grupo BMV)

Coordination : Philippe TRAINAR

(Le Cercle des économistes)

Modération : Jean-Francis PÉCRESSÉ
 (Radio Classique)

16h15 - 17h30

Amphi Boulan

Session 4 - Science et numérique vont-ils vraiment changer le monde ?

Les découvertes scientifiques, et les innovations technologiques qu'elles peuvent induire, façonnent profondément autant les individus que les sociétés. Qu'il s'agisse de la médecine personnalisée, du transport de la matière ou de la circulation et du traitement de l'information de masse, de la production d'énergie ou des nanotechnologies, de nombreuses révolutions sont à venir. Comme toute activité humaine, leur émergence est conditionnée par l'environnement économique, social, et politique, dans lequel s'inscrit la recherche. La science de demain sera-t-elle facteur d'émancipation des individus ? Engendrera-t-elle au contraire de nouvelles formes de contrôle social ? Les nouvelles possibilités techniques bénéficieront-elles à tous, ou seront-elles réservées à des *happy few* ? Quelle régulation de la recherche, du droit des brevets au principe de précaution, du financement public de l'activité scientifique ou de la R&D aux règles éthiques ?

Intervenants :

Introduction : Liah GREENFELD (Boston University)

Laurent ALEXANDRE (DNA Vision)

Michele BOLDRIN (Washington University in St. Louis)

Duncan CAMPBELL (journaliste)

Éric CARREEL (Withings)

Étienne KLEIN (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives)

Lorraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ (JeantetAssociés)

Jan VIJG (Yeshiva University)

Coordination : Pierre-Yves GEOFFARD

(Le Cercle des économistes)

Modération : Vincent LEMERRE (France Culture)

4:15pm - 5:30pm

Amphi Portalis

Session 3
Investing in an Indecipherable World

The crisis has made the world undecipherable. Certainties about the drivers of value creation have given way to doubts over the conditions for economic growth. Investors have rushed towards safe assets that yield no value. The demand for safety has never been greater and supply never so restricted, at a time when the return to growth demands that we invest in a world that remains to be collectively created.

Do existing indicators give us a fair and intelligible picture of the economic situation? How can we foster higher risk tolerance, as there is no growth without innovation and no innovation without risk? How can the State play its part in rekindling growth while taking on some of the risk? How can we ensure that this process will not create further inequalities? Finally, how can we regain confidence in "progress" as an essential prerequisite to long-term investment?

Speakers:

Introduction: Lubna OLAYAN (Olayan Financing Company)

Dominique CERUTTI (Euronext)

Bozidar ĐELIĆ (Former Minister for Finance, Serbia)

Éric LE BOULCH (CM-CIC Securities)

Philippe KNOCHE (Areva)

Guillaume SARCOZY (Malakoff Médéric)

Tomáš SEDLACEK (CSOB)

Luis TELLEZ (Grupo BMV)

Coordination: Philippe TRAINAR

(Le Cercle des économistes)

Modération: Jean-Francis PÉCRESSÉ
 (Radio Classique)

4:15pm - 5:30pm

Amphi Boulan

Session 4 - Will Science and Digital Economy really Change the World?

Scientific discoveries and the technological breakthroughs they can generate shape people and societies alike. Many more revolutions are looming, be it in personalized medicine, material transport, information processing and movement, energy production or nanotechnologies. As is the case for any human activity, their emergence is subjected to the economic, social and political environment of research. Will tomorrow's science favor the empowerment of individuals? Or will it generate new forms of social control? Will technical opportunities benefit each and all or will they be accessible only to the "happy few"? Should research be regulated? What about patent law and the precautionary principle? Public funding and science? R&D and ethical standards?

Speakers:

Introduction: Liah GREENFELD (Boston University)

Laurent ALEXANDRE (DNA Vision)

Michele BOLDRIN (Washington University in St. Louis)

Duncan CAMPBELL (journalist)

Éric CARREEL (Withings)

Étienne KLEIN (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives)

Lorraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ (JeantetAssociés)

Jan VIJG (Yeshiva University)

Coordination: Pierre-Yves GEOFFARD

(Le Cercle des économistes)

Modération: Vincent LEMERRE (France Culture)

17h30 - 18h

Amphi Portalis

Débat 1

Réconcilier les Français avec la création de richesse

À l'heure où les innovations sont davantage portées par des individus au sein de petites structures que dans les grandes organisations, l'entrepreneuriat, l'investissement, tant financier que personnel, et la création de richesse sont au cœur du dynamisme économique. Aussi la culture du risque et de l'entrepreneuriat doivent-ils irradier l'ensemble de la société.

Pourtant, alors que le mot entrepreneur a été inventé par un économiste Français, Frédéric Bastiat, des doutes subsistent quant à « l'entrepreneuriat » de la société française. Pire, le retour sur investissement, la rentabilité et la richesse suscitent la défiance. D'où vient ce rejet et comment y répondre ?

C'est d'abord une question de culture. Peut-on former à l'entrepreneuriat ? Les business schools le pensent. Elles développent des cours et des spécialisations dédiées, et abritent parfois des incubateurs. Mais dès l'école il faut se poser la question de l'encouragement à la prise de risque et à l'échec qui peut y être associé.

Enfin, l'écosystème français doit être favorable à l'entrepreneuriat et à la création de richesse qui y est associée. La fiscalité doit être incitative, les procédures administratives simples, et le financement disponible. *Business angels*, capital-risque, banques ou pouvoirs publics sont des partenaires mais la France a encore des progrès à faire.

La France est parmi les leaders mondiaux en termes de création d'entreprises mais celles-ci emploient peu et ne sont que rarement pérennes. Il serait temps d'investir dans leur avenir et remettre la création de richesse au cœur du projet France.

Intervenants :

Christophe de MARGERIE (Total)

Arnaud MONTEBOURG (Ministre de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique, France)

Moderation : François LENGLET (RTL / France 2)

5:30pm - 6:00pm

Amphi Portalis

Debate 1

Reconciling French People with Wealth Creation

At a time when innovation is achieved more by individuals working in small businesses than by large companies, entrepreneurship as well as personal and financial investment and wealth creation are the keys to economic dynamism. As a result, the culture of risk and entrepreneurship must spread in society as a whole.

Yet, while the word "entrepreneur" was coined by a French economist Frédéric Bastiat, doubts remain as to the "entrepreneurialization" of French society. Even worth, return on investment, profitability and wealth creation arouse mistrust. Why this rejection and how can it be addressed?

It is first and foremost a matter of culture. Can would-be entrepreneurs be trained? Business schools believe as much. They offer specific specialization courses and sometimes accommodate incubators. But the culture of risk should be taught in schools along with the awareness of possible failure. Finally the ecosystem should be favorable to entrepreneurship and wealth creation. The fiscal system should provide strong incentives, administrative procedures simple and capital available. Business angels, venture capital, banks and public authorities are all potential partners, but France still needs to improve on that front.

France is one of the world leaders in terms of the setting up of companies but they create few jobs and tend to last but a short time. It is high time to invest in their future and to refocus the project for France on the creation of wealth.

Speakers:

Christophe de MARGERIE (Total)

Arnaud MONTEBOURG (Minister for Economy, Industrial Renewal and Digital Economy, France)

Moderation: François LENGLET (RTL / France 2)

8h30 - 9h15

Sciences Po Aix, amphî Bruno Etienne

Débat 2

Comment l'Europe peut-elle gagner la course à la compétitivité ?

Intervenants :

Marwan LAHOUD (Airbus Group)

Enrico LETTA (Ancien Président du Conseil, Italie)

Geoffroy ROUX de BÉZIEUX (MEDEF)

Coordination : Bertrand JACQUILLAT (Le Cercle des économistes)

Modération : Hedwige CHEVRILLON (BFM Business)

8:30am - 9:15am

Sciences Po Aix, amphî Bruno Etienne

Debate 2

How can Europe Win the Race for Competitiveness?

Speakers:

Marwan LAHOUD (Airbus Group)

Enrico LETTA (Former President of the Council, Italy)

Geoffroy ROUX de BÉZIEUX (MEDEF)

Coordination: Bertrand JACQUILLAT (Le Cercle des économistes)

Moderation: Hedwige CHEVRILLON (BFM Business)

11h45 - 12h30

Sciences Po Aix, amphi Bruno Etienne

Débat 3

Où sont les technologies de rupture ?

L'État peut-il définir les secteurs prioritaires ? L'innovation peut-elle se planifier ou faut-il en accepter le caractère erratique ? Après guerre, l'essentiel de la recherche privée était fait dans les grandes entreprises. Mais l'histoire récente du capitalisme semble montrer que les petites structures ont un avantage décisif. Faut-il complètement embrasser la logique darwinienne de l'innovation ? L'État doit-il chercher à activement recréer des écosystèmes tels que la Silicon Valley, ou doit-il se contenter de créer des conditions d'accueil favorables ?

Quels sont les acteurs de la fabrication des deux matières premières de l'innovation : le cerveau et les idées ? Côté formation, quels sont les axes à privilégier : sciences du vivant, mathématique, informatique, statistiques ? Des universités autonomes ne sont-elles pas à même de définir par elles-mêmes ce dont les étudiants ont besoin ? Peut-on enseigner la créativité sans le faire au détriment du contenu ? Y a-t-il un rôle spécifique pour les écoles de commerce ?

Quelle est la place de la recherche fondamentale dans l'émergence des technologies de rupture ? La politique d'innovation ne doit-elle financer que les start-ups ? Ou au contraire, faut-il mettre l'accent sur le niveau de production des savoirs puis sur leur transformation en idées commerciales ?

Intervenants :

Jean-Pierre CLAMADIEU (Solvay)

Stéphane RICHARD (Orange)

Hal VARIAN (Google)

Coordination : **David THESMAR (Le Cercle des économistes)**

Moderation : **Alexandra BENSAID (France Inter)**

11:45am - 12:30pm

Sciences Po Aix, amphi Bruno Etienne

Debate 3

Where do Disruptive Technologies Lie?

Can governments identify priority sectors? Can innovation be scheduled or do we have to make do with its erratic patterns. After WWII, the main part of private research was done in large companies. More recently, it seems that smaller structures have taken over. Should we embrace the Darwinian logic of innovation? Should the State endeavor to create ecosystems similar to Silicon Valley or should it confine itself to the creation of a favorable environment?

How does one come across the two main factors of innovation, i.e. brainpower and ideas? As far as training is concerned, which areas should be given preference: life sciences, mathematics, computer science, statistics? Shouldn't autonomous universities identify students' needs? Can creativity be taught? If so, would it be at the expense of scholarly contents? Do business schools have a specific part to play?

What is the relationship between basic research and the emergence of disruptive technologies? Should innovation policies finance start-ups only? Or conversely should knowledge production be emphasized and then its transformation into commercial ideas?

Speakers:

Jean-Pierre CLAMADIEU (Solvay)

Stéphane RICHARD (Orange)

Hal VARIAN (Google)

Coordination: **David THESMAR (Le Cercle des économistes)**

Moderation: **Alexandra BENSAID (France Inter)**

14h45 - 15h30

Sciences Po Aix, amphi Bruno Etienne

Débat 4

Marchés et investissements : peuvent-ils se marier ?

Un investissement requiert un financement. À l'origine, c'était l'apanage des banques. Puis, apparaissent les marchés financiers qui financent une part croissante de l'investissement : c'est la désintermédiation. Même si la Grande Crise de 1929 et le Glass-Steagall Act y portent un coup, la libéralisation des échanges de capitaux à la fin des années 70 annonce le retour massif du financement par les marchés. Aujourd'hui, les NTIC, les règles comptables (IAS), ainsi que les règles prudentielles (Bâle III et Solvency II) accélèrent subrepticement et irréversiblement ce mouvement. Mais la crise a instauré un climat de défiance entre marchés et économie réelle. Alors que la croissance est déjà atone, quelle relation peut-on envisager ? D'un côté, les marchés mobilisent l'épargne et apportent de la liquidité. De l'autre, ne génèrent-ils pas un risque systémique par l'interconnexion des agents et n'auraient-ils pas tendance à privilégier la rente de la dette plutôt que le risque de l'investissement ? En même temps, peut-on vraiment attendre des marchés qu'ils pensent et financent le long terme après le lourd tribut payé à l'occasion de la crise ? Comment les marchés peuvent-ils donner à nouveau confiance aux entreprises et comment consolider l'avenir du couple en partageant le risque de l'investissement ?

Intervenants :

Luis Alberto MORENO (Banque interaméricaine de Développement)

Yves PERRIER (Amundi)

Henri PROGLIO (EDF)

Tidjane THIAM (Prudential)

Coordination : Olivier PASTRÉ (Le Cercle des économistes)

Modération : François-Xavier PIETRI (TF1 / LCI)

2:45pm - 3:30pm

Sciences Po Aix, amphi Bruno Etienne

Debate 4

Markets and Investment: Can they Get Married?

Investments need to be funded. This used to be the privilege of banks. Then came financial markets, which are currently financing a growing percentage of investment. This is what we call disintermediation. Although the Great depression of 1929 and the Glass-Steagall Act did put a temporary stop to it, the liberalization of capital exchanges at the end of the 1970s announced the massive return of market funding. Today, NICTs, accounting rules (IAS), prudential standards (Basel III, Solvency III) have brutally and irreversibly accelerated the trend. But the crisis has brought about an environment of distrust between the real economy and markets. What relation can we expect when growth is so poor? On one hand, markets mobilize savings and provide liquidity. On the other hand, don't they generate a systemic risk via the interconnection of agents and don't they tend to favor the returns on debt rather than risk investment? Finally, can we really expect markets to think and finance the long term after paying such a heavy toll to the crisis? How can markets restore confidence to companies and how can they secure the couple's future by sharing investment risks?

Speakers:

Luis Alberto MORENO (Inter-American Development Bank)

Yves PERRIER (Amundi)

Henri PROGLIO (EDF)

Tidjane THIAM (Prudential)

Coordination: Olivier PASTRÉ (Le Cercle des économistes)

Moderation: François-Xavier PIETRI (TF1 / LCI)

Parcours 1 - Investir dans l'humain

9h15 - 10h30

Amphi Hegel

Session 5

L'école apprend-elle le monde ?

Adam Smith écrivait dans *La Richesse des nations* : « L'éducation de la foule du peuple, dans une société civilisée et commerçante, exige peut-être davantage les soins de l'État que celle des gens mieux nés et qui sont dans l'aisance. » L'éducation est-elle un bien public ? Est-elle un investissement collectif pour l'avenir ? Comment prépare-t-elle à l'entrée sur le marché de l'emploi ? Comment l'État doit-il faire pour dépenser moins et mieux en matière d'éducation ? L'apprentissage est-il plus efficace qu'une formation initiale suivie d'un premier emploi ? Comment conjuguer formation initiale et formation professionnelle ? Quel sens donner à ces questions dans des pays émergents ? Les technologies de l'information impactent les systèmes éducatifs. Comment interpréter la vogue des Moocs, qui introduisent une forme de démocratisation, ouvrent des universités à des étudiants délocalisés y compris des pays les moins développés mais au prix de la standardisation des ressources éducatives ? Les classements PISA permettent d'évaluer l'efficacité relative des systèmes d'enseignement dans le monde. Sont-ils des outils pertinents pour des réformes efficaces ?

Intervenants :

Introduction : Erik ORSENA (Académie française)

Joan FERRINI-MUNDY (National Science Foundation)

Barbara ISCHINGER (Ancienne Directrice, Direction éducation et compétences, OCDE)

Thierry MARX (Mandarin Oriental Paris)

David STERN (UC Berkeley)

Kyoil SUH (Soonchunhyang University)

Coordination : Françoise BENHAMOU

(Le Cercle des économistes)

Modération : Vaiju NARAVANE (*The Hindu*)

10h30 - 11h45

Amphi Hegel

Session 9

Le casse-tête de l'emploi

Dans le fameux « théorème » du Chancelier Schmidt, l'emploi naît de l'investissement qui lui-même naît du profit. Mais cette filiation est parfois contrariée : selon que l'investissement vise à étendre les capacités ou à améliorer la productivité, des emplois seront créés demain ou bien plus tard. Et dans un monde ouvert, ces emplois naîtront ici ou bien ailleurs. Le paysage européen illustre cette complexité : alors que, pendant toute la décennie 2000, les entreprises espagnoles ont investi 5 points de PIB de plus que les allemandes, en 2014 le chômage y est de 25% contre 5% outre-Rhin. L'emploi ne naît que si l'effort porte aussi sur la R&D pour renouveler les sources de la compétitivité et dans le capital humain pour permettre aux individus de s'adapter. Les 26 millions de chômeurs européens peuvent-ils espérer un retour à l'emploi sans refonte des modèles sociaux ? Les dettes souveraines laissent-elles une place aux emplois aidés ? Les recettes du Nord de l'Europe sont-elles transposables ailleurs ? L'investissement dans la transition énergétique sera-t-il la nouvelle « martingale » ? Faut-il investir autrement ou employer autrement ?

Intervenants :

Introduction : Dimitri KOURKOULAS (Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Grèce)

Kemal DERVIŞ (Brookings Institution)

Enrico GIOVANNINI (Ancien Ministre du Travail et des Politiques sociales, Italie)

Rebeca GRYNSPAN* (Secrétariat Général Ibéro-américain)

Pierre NANTERME (Accenture)

Jean-Luc PLACET (Fédération SYNTEC)

Éric WOERTH (Assemblée Nationale, France)

Coordination : Patrice GEOFFRON

(Le Cercle des économistes)

Modération : Philippe ESCANDE (*Le Monde*)

15h30 - 16h45

Amphi Hegel

Session 13

La nécessité d'une prospérité partagée

Le rattrapage économique des pays émergents défie de plus en plus le leadership technologique des pays vieillissants du nord qui ont besoin d'une main d'œuvre jeune. Le partage des ressources naturelles est d'ores et déjà un enjeu crucial. Cette redistribution des cartes va permettre à des populations entières d'accéder à des niveaux de vie jamais atteints jusqu'à présent et à de nouvelles économies d'émerger. Cependant cette redistribution des richesses ne garantit pas une égalité d'éducation et de revenus et peut mener à des conflits. Dans le même temps, les économies avancées sont davantage concernées par les problématiques internationales : gestion des biens publics globaux que sont la terre, la forêt ou l'eau, ou rémunération des salariés les plus qualifiés par exemple. Quelles solutions peut-on envisager et quels acteurs peuvent contribuer à une prospérité partagée ? Où investir en priorité ? Les entreprises vont-elles participer ? Quelles politiques nationales pour redistribuer les rentes ? Quelles politiques migratoires pour satisfaire les aspirations de chacun et les besoins en main d'œuvre sur l'ensemble de la planète ?

Intervenants :

Introduction : Richard SENNETT (New York Stern University)

André AZOULAY (Conseiller de Sa Majesté le Roi Mohammed VI du Maroc)

David DROR (Microassurance Network)

Mourad EZZINE (Centre pour l'Intégration Méditerranéenne)

Fuat KEYMAN (Sabanci University)

Jean-Pierre MENANTEAU (Humanis)

Rémy WEBER (La Banque Postale)

Coordination : Akiko SUWA-EISENMANN

(Le Cercle des économistes)

Modération : Éric LE BOUCHER (*Slate.fr*)

16h45 - 18h

Amphi Hegel

Session 17

La jeunesse, ressource rare du futur ?

Dans le monde développé, la « génération dorée » achève sa période d'activité. Elle a connu le plein emploi et la montée des prix d'actifs, des trajectoires de revenu et de patrimoine très favorables. À l'inverse, la jeune génération connaît un environnement marqué par des difficultés majeures d'insertion. Les chiffres alarmants – échec scolaire, chômage, défiance envers les institutions – ne sont-ils pas la preuve que nos sociétés n'investissent pas assez dans la jeunesse ? Comment transmettre les ressources et l'expérience des seniors ? Comment concilier désir d'innovation des jeunes et recherche de placements sécurisés des épargnants âgés ? L'atonie démographique des pays occidentaux, dont les populations actives déclinent, les contraint-elle à revoir leur politique migratoire ? Qu'en est-il des pays émergents qui constatent aussi ce vieillissement ? L'Afrique, de par sa population jeune et croissante sera-t-elle le berceau de l'humanité et donc le seul foyer d'innovation ? Cette session s'interrogera sur les systèmes de décision, la fiscalité et les politiques appropriées pour donner place à la jeunesse.

Intervenants :

Introduction : André MASSON (École d'Économie de Paris)

Steve CLEMONS (The Atlantic and National Journal)

Cheikh Diop DIONNE (Membre du Parlement, Sénégal)

Mercedes ERRA (BETC)

Hervé LE BRAS (INED)

Shekhar SHAH (National Council of Applied Economic Research, Inde)

Lionel ZINSOU (PAI Partners)

Coordination : Jean-Michel CHARPIN

(Le Cercle des économistes)

Modération : Patrick LELONG (France Info)

Path 1 - Investing in Human Capital

9:15am - 10:30am

Amphi Hegel

Session 5
Can School Teach the World?

In *The Wealth of Nations*, Adam Smith wrote: "The education of the common people requires, perhaps, in a civilised and commercial society the attention of the public more than that of people of some rank and fortune." Is education a public good? Is it a collective investment for the future? How does school prepare students to enter the labour market? How can the State spend less and better in education? Is apprenticeship more efficient than initial training and a first job? How to combine initial and vocational training? Are these questions relevant in emerging countries? Educational systems have been impacted by information technologies. How can the current popularity of Moocs (Massive Open Online Course) be interpreted when they do introduce a form of democracy and give access to university training to isolated student including those in emerging countries, but at the same time tend to standardise educational resources? Pisa rankings are meant to assess the effectiveness of education systems in OECD countries. Are they reliable and are they likely to generate efficient reforms?

Speakers:

Introduction: Erik ORSENNA (Académie française)

Joan FERRINI-MUNDY (National Science Foundation)

Barbara ISCHINGER (Former Director of the Directorate for Education and Skills, OECD)

Thierry MARX (Mandarin Oriental Paris)

David STERN (UC Berkeley)

Kyoil SUH (Soonchunhyang University)

Coordination: Françoise BENHAMOU

(Le Cercle des économistes)

Moderation: Vaiju NARAVANE (*The Hindu*)

10:30am - 11:45am

Amphi Hegel

Session 9
Employment: a Tough Nut to Crack

According to Chancellor Schmidt's famous "theorem" employment stems from investment, itself fostered by profit. This process however can be disrupted: jobs will be created now or later depending on whether investment is aimed at expanding capabilities or productivity. In our open world, jobs will be created here or there. Europe is a telling illustration of this complexity: in the 2000s Spain invested 5% more of their GDP than Germany, yet in 2014 they have a 25% unemployment rate, against 5% in Germany. There is no job creation without heavy investment in R&D in the renewal of competitiveness sources and encouragement of workers' flexibility. Can the 26 million unemployed in Europe hope to go back to work without reforming current social models? Are sovereign debts compatible with financially assisted jobs? Can the successful strategies of Northern Europe be transferred elsewhere? Will investment in energy transition turn out to be the new "panacea"? Are there alternative ways of investing and making people work?

Speakers:

Introduction: Dimitri KOURKOULAS (Secretary of State for Foreign Affairs, Greece)

Kemal DERVIŞ (Brookings Institution)

Enrico GIOVANNINI (Former Minister for Employment and Social Policies, Italy)

Rebeca GRYNSPAN* (Ibero-American Secretary General)

Pierre NANTERME (Accenture)

Jean-Luc PLACET (Fédération SYNTEC)

Éric WOERTH (Assemblée Nationale, France)

Coordination: Patrice GEOFFRON

(Le Cercle des économistes)

Moderation: Philippe ESCANDE (*Le Monde*)

3:30pm - 4:45pm

Amphi Hegel

Session 13
The Need for Shared Prosperity

The economic catching-up of emerging countries defies more and more the technological leadership of aging Northern countries, the latter in bad need of a young labor force. Also, the sharing of natural resources has already become a key challenge. This major reshuffling of the global pack will allow whole populations access to unprecedented standards of living and result in the emergence of new economies. This reshuffling however does not guarantee a fair distribution of income nor equal access to education; indeed it can lead to conflicts. On the other hand, advanced economies are more and more concerned by what happens in the rest of the world, in particular regarding the management of global public assets (land, water, forests, etc) or the level of qualified workers' wages. What solutions can be devised? What new actors can contribute to a shared prosperity? Which projects should be financed to this end? Could companies be involved in the development of countries? What national policies to redistribute benefits? What migration policies to meet people's aspirations and the need for labor force in the world?

Speakers:

Introduction: Richard SENNETT (New York Stern University)

André AZOULAY (Counselor of His Majesty the King Mohammed VI of Morocco)

David DROR (Microinsurance Network)

Mourad EZZINE (Center for Mediterranean Integration)

Fuat KEYMAN (Sabancı University)

Jean-Pierre MENANTEAU (Humanis)

Rémy WEBER (La Banque Postale)

Coordination: Akiko SUWA-EISENMANN

(Le Cercle des économistes)

Moderation: Éric LE BOUCHER (*Slate.fr*)

4:45pm - 6:00pm

Amphi Hegel

Session 17
Will Youth Become a Scarce Ressource?

In developed countries the "golden generation" is gradually retiring. Their time was one of full employment, increase in asset prices, positive trajectory of income and wealth. Conversely the young generation is confronted with work entry difficulties. Are the alarming figures –school failure, unemployment rates, loss of trust in public institutions– evidence that our societies do not invest enough in youth? How could senior people pass on their experience and resources? How to reconcile the desire for innovation of the young with older people's quest for safe investments? Won't weak demographic trends and declining labour forces, compel western countries to rethink their migration policies? Will Africa with its numerous and still growing youth become the new cradle of humanity and hence the only source of innovation? The session will finally tackle the measures to implement –fiscal policies, decision systems, and other public policies– best appropriate to make way for the young.

Speakers:

Introduction: André MASSON (Paris School of Economics)

Steve CLEMONS (The Atlantic and National Journal)

Cheikh Diop DIONNE (Member of Parliament, Senegal)

Mercedes ERRA (BETC)

Hervé LE BRAS (French Institute of Demography)

Shekhar SHAH (National Council of Applied Economic Research, India)

Lionel ZINSOU (PAI Partners)

Coordination: Jean-Michel CHARPIN

(Le Cercle des économistes)

Moderation: Patrick LELONG (France Info)

Parcours 2 - Penser le long terme

9h15 - 10h30

Amphi Cassin

Session 6
L'économie de la recherche

Par définition, la recherche fondamentale n'a pas de finalité économique directe. Après une recherche quasi artisanale au XIX^{ème} siècle, la big science a mobilisé de lourds crédits publics au XX^{ème} siècle. Au-delà des publications scientifiques, sur quels critères sélectionner les projets ? Alors que l'on considère souvent la recherche fondamentale comme un coût, un déficit de recherche aujourd'hui a des conséquences sur la croissance potentielle. Mais du fait des tensions sur les finances publiques, ne faut-il pas réfléchir aux complémentarités entre États, à l'image du modèle du CERN ? Si l'on peut douter de l'intérêt des entreprises à financer une rentabilité lointaine, la recherche ne peut-elle qu'être financée par des fonds publics ? Existe-t-il un marché pour mettre en relation sciences et investissement ? Il est indispensable de construire les partenariats qui permettront aux découvertes sur les phénomènes physiques et naturels de trouver des applications industrielles. C'est alors qu'apparaît le difficile équilibre de la propriété intellectuelle. Quid de l'impact de la tertiarisation de l'économie sur le volume de recherche ?

Intervenants :

Introduction : Luc MONTAGNIER (Prix Nobel de physiologie et médecine)
 Patrick ERRARD (Le Leem)
 Marion GUILLOU (Agreenium)
 Didier LOMBARD (STMicroelectronics)
 RYU Jin Roy (Poongsan Corporation)
 Marcos Prado TROYJO (BRICLab)

Coordination : Christian STOFFAES

(Le Cercle des économistes)

Modération : Jean-Marc VITTORI (*Les Echos*)

10h30 - 11h45

Amphi Cassin

Session 10
Climat, il est urgent d'investir

Les impacts du réchauffement climatique sur le fonctionnement de l'économie mondiale sont encore très incertains. Ils toucheront sévèrement mais de façon très différenciée l'agriculture, l'accès à l'énergie et à l'eau, l'aménagement urbain, les équilibres démographiques, écologiques et politiques. Plusieurs questions sont posées. Quels facteurs peuvent conduire les citoyens du monde à faire pression sur leurs gouvernements pour favoriser des engagements concrets au niveau global, européen, national et local ? Comment s'assurer que la conférence de Paris en 2015 soit une avancée majeure ? Quelles doivent être les orientations majeures des politiques énergétiques ? Faut-il relancer le marché européen des permis d'émission ? Faut-il en outre une taxe carbone, française, européenne, mondiale ? Quel prix pour le CO₂ ? De nombreuses opportunités sont ouvertes. Des investissements importants sont nécessaires. Les acteurs les plus attentifs sauront les anticiper et les capter.

Intervenants :

Introduction : Michel JARRAUD (Organisation Météorologique Mondiale)
 Jean-Louis CHAUSSADE (SUEZ ENVIRONNEMENT)
 Agustin DELGADO (Iberdrola)
 Tatsuo MASUDA (Nagoya University)
 Richard SANDOR (Environmental Financial Products)
 Vera SONGWE (Banque mondiale)

Coordination : Jean-Marie CHEVALIER

(Le Cercle des économistes)

Modération : Jean-Pierre ROBIN (*Le Figaro*)

15h30 - 16h45

Amphi Cassin

Session 14
Vers un New Deal des infrastructures

Alors que la population mondiale continue sa migration vers les villes et que la troisième révolution industrielle se déploie dans le système productif et les systèmes de distribution, les investissements dans les infrastructures de transport, de production, de distribution d'énergie et de réseaux numériques vont être un enjeu majeur. La priorité est de réinventer le financement pour répondre à la crise et au faible niveau d'épargne disponible. On assiste parfois à un sous-investissement en infrastructures, notamment de transport, comment trouver le juste équilibre ? Comment s'assurer d'une coopération entre pays au niveau européen ? Par ailleurs, l'urbanisation massive impose de repenser durablement les politiques de la ville. Il faut densifier les réseaux de transport en favorisant le collectif et en anticipant les innovations comme la voiture autoguidée. Comment relever ce défi ? Comment l'Afrique et les pays émergents y répondent-ils ? En matière de logement, comment investir dans les infrastructures de long terme quand l'urgence menace ? Comment la France peut-elle jouer un rôle dans cette grande vague d'investissements ?

Intervenants :

Introduction : Edgar BLANCO (MIT)
 Christophe de BACKER (La Compagnie Financière Edmond de Rothschild)
 Bertrand BADRÉ (Banque Mondiale)
 Michel COMBES (Alcatel Lucent)
 Dominique MAILLARD (RTE)
 Laurent MOREL (Klépierre)
 Bassary TOURÉ (Banque Ouest-africaine de Développement)

Coordination : Marc GUILLAUME

(Le Cercle des économistes)

Modération : Peggy HOLLINGER (*Financial Times*)

16h45 - 18h

Amphi Cassin

Session 18 - Déséquilibres internationaux et évolutions démographiques

Ces vingt dernières années ont connu une croissance spectaculaire en Asie qui réduisait les inégalités avec les pays occidentaux. En parallèle éclatait la crise financière. S'il est difficile d'anticiper le monde dans vingt ans, les principaux facteurs qui vont le façonner sont pourtant déjà là. Le vieillissement démographique de l'Occident devrait être le principal facteur de recul des taux d'épargne à long terme et distordre l'allocation de l'épargne mondiale. Ces déséquilibres mondiaux de l'épargne et de l'investissement posent un réel problème d'instabilité et d'insoutenabilité. Ils conditionnent la croissance potentielle et pèsent sur les évolutions relatives des différentes régions du monde. Dans ce contexte, comment les différences d'endettement et d'évolutions démographiques vont-elles orienter l'épargne et les investissements mondiaux ? Quelle sera la place de l'Afrique dans cet équilibre modifié ? Quelle capacité auront les pays occidentaux pour retrouver une capacité d'épargne afin de dégager des marges de manœuvre budgétaires publiques et privées et financer leurs investissements ?

Intervenants :

Introduction : Robert LAWRENCE (Harvard University)
 Henrik ENDERLEIN (Hertie School of Governance)
 Christian GRATALOUP (Université Paris VII Paris-Diderot)
 Éric LOMBARD (Generali)
 LU Ming (Fudan University)
 Shotaro OSHIMA (Institute for International Economic Studies)
 Pierre SELLAL (Ministre des Affaires étrangères et du Développement international, France)
Coordination : Laurence BOONE

(Le Cercle des économistes)

Modération : Emmanuel KESSLER (TF1 / LCI)

Path 2 - Considering the Long Term

9:15am - 10:30am

Amphi Cassin

Session 6
The Economy of Research

By definition, fundamental research has no direct economic purpose. In the 19th century research was quasi artisanal, but in the 20th century, "big science" mobilized large public funding. Beyond scientific publications, on what criteria should research projects be selected? While fundamental research is often understood as a cost, a lack of research today could impact potential growth. But because of the tension on public finance, should we not consider complementarity between States, like the CERN collaboration? While it may be doubted that financing the development of scientific knowledge is attractive for companies, because profitability seems too far away, can we state that research is only financeable by public funds? Is there a marketplace where science and investment can be connected? It is essential to build the partnerships which will enable industrial applications of the new discoveries made on physical and natural phenomena. This is where the complex equilibrium of intellectual property emerges. What about the impact of the expansion of the tertiary sector on the volume of research?

Speakers:

Introduction: Luc MONTAGNIER (Nobel Prize in Physiology and Medicine)
 Patrick ERRARD (Le Leem)
 Marion GUILLOU (Agreenium)
 Didier LOMBARD (STMicroelectronics)
 RYU Jin Roy (Poongsan Corporation)
 Marcos Prado TROYJO (BRICLab)

Coordination: Christian STOFFAES
 (Le Cercle des économistes)

Moderation: Jean-Marc VITTORI (*Les Echos*)

10:30am - 11:45am

Amphi Cassin

Session 10
Investing in the Environment: an Emergency

The impacts of global warming on economy are still unclear. They will seriously but in different ways affect agriculture; access to energy and water; urban planning; demographic, environmental and political balances. There are many issues. What considerations can engage citizens over the world to exert pressure on their governments to make concrete commitments at global, European, national and local levels? How to make sure that the Paris conference in 2015 will represent a major step forward? What should be the key guidelines of energy policies? Should the European emission permits scheme be re-launched? Would a carbon tax also be necessary? In France? In Europe? Globally? What price for carbon dioxide? Many new avenues are open. Important investments are required, which the most attentive players will be able to anticipate and capture.

Speakers:

Introduction: Michel JARRAUD (World Meteorological Organization)
 Jean-Louis CHAUSSADE (SUEZ ENVIRONNEMENT)
 Agustin DELGADO (Iberdrola)
 Tatsuo MASUDA (Nagoya University)
 Richard SANDOR (Environmental Financial Products)
 Vera SONGWE (World Bank)

Coordination: Jean-Marie CHEVALIER
 (Le Cercle des économistes)

Moderation: Jean-Pierre ROBIN (*Le Figaro*)

3:30pm - 4:45pm

Amphi Cassin

Session 14
For a New Deal of Infrastructures

As the world's population continues to move from farms to cities, as the third industrial revolution deploys itself in the production and distribution systems, investment in transport and production infrastructures, energy distribution and digital networks will be one of the major economic issues. Priority should be given to rethinking investment in order to address the crisis and the low level of available savings. Underinvestment in infrastructures is not infrequent particularly in transport systems. What is the right balance? How to ensure genuine cooperation between European countries? Further more, massive urbanization calls for a rethinking of city policies. The density of transport networks will have to be intensified with a priority given to collective transport. Innovations such as self-propelled cars should be included in the response to urban issues. How to meet these challenges? How will Africa and other emerging countries respond? As for housing, how to invest in long-term projects in the context of extreme emergency? What part will France play when time comes to confront this gigantic wave of investments?

Speakers:

Introduction: Edgar BLANCO (MIT)
 Christophe de BACKER (La Compagnie Financière Edmond de Rothschild)
 Bertrand BADRÉ (World Bank)
 Michel COMBES (Alcatel Lucent)
 Dominique MAILLARD (RTE)
 Laurent MOREL (Klépierre)
 Bassary TOURÉ (West African Development Bank)

Coordination: Marc GUILLAUME
 (Le Cercle des économistes)

Moderation: Peggy HOLLINGER (*Financial Times*)

4:45pm - 6:00pm

Amphi Cassin

Session 18
Global Imbalances and Demographic Trends

During the last 20 years, Asia experienced an unprecedented growth that drastically reduced the gap between Asian and Western countries. The crisis erupted at about the same time. It is certainly difficult to predict the way the world will look in 20 years, but one thing is certain: most of the factors that will shape it are already at work. The demographic aging of the Western world should be the main factor behind the decline of long-term savings rates thus distorting the allocation of global savings. These global imbalances of savings and investments could turn out to be problematic in terms of stability and sustainability. They condition any potential growth and weigh on the relative evolutions of the world's regions. In this context, what impact will differences in debt levels and demographic evolutions have on savings and global investments? What part will Africa play in this new equilibrium? Will Western countries be able to regain their savings capacity in order to generate substantial private and public budgetary margins and finance their investments?

Speakers:

Introduction: Robert LAWRENCE (Harvard University)
 Henrik ENDERLEIN (Herti School of Governance)
 Christian GRATALOUP (Paris-Diderot University)
 Éric LOMBARD (Generali)
 LU Ming (Fudan University)
 Shotaro OSHIMA (Institute for International Economic Studies)
 Pierre SELLAL (Minister of Foreign Affairs and International Development, France)

Coordination: Laurence BOONE
 (Le Cercle des économistes)

Moderation: Emmanuel KESSLER (TF1 / LCI)

Parcours 3 - Financer l'investissement

9h15 - 10h30

Amphi Bruno Etienne

Session 7 - L'investisseur idéal : entre intérêt et responsabilité

Aucun acte n'engage plus que l'investissement, qui revêt un caractère plus ou moins irréversible. Quelles sont les motivations d'un investisseur ? Le rendement, condition de la soutenabilité de sa capacité d'investissement, en est une première. Toutefois, l'investissement socialement responsable se développe. Cela coïncide avec l'émergence de nouveaux acteurs et méthodes, tel le *crowdfunding*. Quelle sera leur importance ? Privilégier des investisseurs locaux ou nationaux est-il source de liberté ? L'investisseur a-t-il un rôle au-delà du financement ? Quelle doit-être son implication en termes de conseil et d'accompagnement ? Quelle maturité des investissements peut allier sécurité pour les entreprises et liquidité pour les investisseurs ? Comment cohabitent tous ces acteurs ? Enfin, tout investissement présente des externalités positives : innovation, emploi ; mais aussi négatives – impact sur l'environnement, chômage. L'intérêt de l'investisseur est-il contraire à une distribution équitable des retours sur investissement ? La fiscalité peut inciter les externalités positives, mais comment les encourager par d'autres moyens ?

Intervenants :

- Introduction : **Guillermo ORTIZ MARTÍNEZ** (Banorte Ixe)
Nicolas DUFOURCQ (Bpifrance)
Marie EKELAND (France Digitale)
Vincent RICORDEAU (KissKissBankBank)
Leslie TEO (The Government of Singapore Investment Corporation)
Georges TERRIER (Davis Polk)
Philippe VIDAL (CIC Lyonnaise de Banque)

Coordination : **Dominique ROUX**
 (Le Cercle des économistes)

Modération : **Pierre BRIANÇON** (Reuters)

10h30 - 11h45

Amphi Bruno Etienne

Session 11
Le conflit fiscal planétaire

La fiscalité est un élément clé de l'équation économique, jouant sur les incitations des agents, le modèle social, et l'attractivité d'un territoire. C'est un outil majeur des politiques économiques de l'offre, comme de la demande. La fiscalité doit-elle être un outil pour encourager l'investissement ? La fiscalité incitative peut-elle réellement favoriser la recherche, l'innovation, le maintien sur le territoire national de certains emplois et des centres de décision ? S'agit-il de moins imposer les idées et de désavantager les successions, dont les externalités économiques sont négatives ? Pour l'État, quel équilibre entre la logique redistributive et la volonté d'attirer et d'encourager l'investissement ? Si la réflexion menée à l'échelon européen doit permettre une union fiscale afin d'éviter le *dumping*, va-t-on vers un modèle social européen ? Ces efforts sont pénalisés par les contournements : comment éviter la fraude et lutter efficacement contre les paradis fiscaux qui réduisent les recettes nationales et faussent le jeu des politiques économiques et fiscales ? L'optimisation fiscale de certaines multinationales est-elle antipatriotique ?

Intervenants :

- Introduction : **Felipe LARRAÍN BASCUÑÁN** (Ancien Ministre des Finances, Chili)
Michel CICUREL (Cicurel Conseil)
Philippe de FONTAINE-VIVE CURTAZ (Banque européenne d'investissement)
James HINES (University of Michigan)
Patrick HUBERT (CLIFFORD CHANCE)
Ashwani KUMAR (Ancien Ministre de la Justice, Inde)
Philippe LHOMME (Deficom)

Coordination : **Alain TRANNOY**
 (Le Cercle des économistes)

Modération : **Nicolas PIERRON** (Radio Classique)

15h30 - 16h45

Amphi Bruno Etienne

Session 15
La spéculation, ennemie de l'investissement ?

Si la spéculation est inutile et nocive, elle doit être interdite. Problème : il n'en existe pas de définition précise. Certes, un achat/vente en quelques millisecondes est une opération de spéculation, mais quelle est la durée minimale pour qualifier un flux financier d'investissement ? L'exigence de rentabilité définie à l'aide d'un horizon temporel est arbitraire. Elle doit être complétée par une contrainte en termes d'enveloppe de risque. Elle dénie également toute utilité économique à la spéculation : sa contribution à l'efficacité des marchés (prix et liquidité) et sa fonction de réallocation des risques entre les agents. La question fondamentale est de savoir pourquoi il est si difficile de financer les investissements réels de long terme, et qui est le mieux à même de les financer : banques, marchés actions, private equity, États ? Que faut-il changer ? La réglementation (normes comptables, fiscalité, effet de levier) ? Seule une révolution pensée dans un contexte global de financement optimal des économies permettra de mettre fin aux incitations, au court-termisme qui polluent la véritable fonction de la finance : financer l'économie réelle.

Intervenants :

- Introduction : **Christian NOYER** (Banque de France)
Ross McINNES (Safran)
Christopher POTTS (Kepler Cheuvreux)
Stéphane PUEL (Gide Loyrette Nouel)
Makoto UTSUMI (Japan Credit Rating Agency)
Susan WOLBURGH JENAH (Organisme Canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières)

Coordination : **Catherine LUBOCHINSKY**
 (Le Cercle des économistes)

Modération : **Emmanuel LECHYPRE**
 (BFM Business)

16h45 - 18h

Amphi Bruno Etienne

Session 19
Comment un État désargenté peut-il investir ?

Dans la plupart des économies développées, contenir l'endettement public est devenu une priorité. Le besoin d'investissements publics n'a pas disparu pour autant. Plus que jamais, nos sociétés ont besoin d'investir pour développer leur capacité d'innovation, leur capital social et leurs infrastructures et l'État a ici un rôle essentiel à jouer. Comment peut-il l'assumer sans mettre en doute son crédit financier ? Pour répondre, il faut bien sûr s'interroger sur les marges de financement dont nos États disposent encore comme sur les économies qu'ils peuvent dégager sur leurs dépenses courantes. Mais il faut aussi avoir une vision claire de la nature des investissements nécessaires, des priorités que chaque société leur attribue et du rôle d'impulsion ou simplement d'accompagnement que l'État doit y jouer. Enfin, il faut chercher la meilleure manière de les financer et voir comment et jusqu'où le secteur privé peut y être associé.

Intervenants :

- Introduction : **Michel BARNIER** (Commission européenne)
Martin LOUSTEAU (Ancien Ministre de l'Économie, Argentine)
Gunnar LUND (Ambassade de Suède en France)
Valérie PÉCRESSE (Assemblée Nationale, France)
Augustin de ROMANET (Aéroports de Paris)
René RICOL (Ricol Lasteyrie)
Carol SIROU (Standard & Poor's)
Ezra SULEIMAN (Princeton University)

Coordination : **Anton BRENDER**
 (Le Cercle des économistes)

Modération : **Olivier GALZI** (I> télé)

Path 3 - Financing Investment

9:15am - 10:30am

Amphi Bruno Etienne

Session 7 - The Ideal Investor: Between Interest and Responsibility

Nothing is more committing than investment with its more or less irreversible nature. The return on investment as condition of its sustainability ranks high among an investor's motivations. However, socially responsible investment is gaining ground. It coincides with the emergence of new actors and methods such as crowdfunding. How important will they turn out to be? Would resorting to local or national investors be a source of freedom or dependency? Do investors have a role to play beyond funding? To what extent should they be involved in terms of advice and support? What level of investment maturity is needed to secure safety for companies and liquidity for investors? Finally, investments generate positive externalities –innovation, employment– but can also have a negative impact on the environment or employment. An investor's interest is not necessarily prejudicial to a fair distribution of returns on investment. The fiscal system as a major incentive to investment can generate positive externalities, but how can these be otherwise encouraged?

Speakers:

Introduction: **Guillermo ORTIZ MARTÍNEZ** (Banorte Ixe)

Nicolas DUFOURCQ (Bpifrance)

Marie EKELAND (France Digitale)

Vincent RICORDEAU (KissKissBankBank)

Leslie TEO (The Government of Singapore Investment Corporation)

Georges TERRIER (Davis Polk)

Philippe VIDAL (CIC Lyonnaise de Banque)

Coordination: **Dominique ROUX**

(Le Cercle des économistes)

Moderation: **Pierre BRIANÇON** (Reuters)

10:30am - 11:45am

Amphi Bruno Etienne

Session 11
The Global Tax Conflict

The fiscal system is a key element in the economic equation. It plays a critical part in agents' incentives, social model, and territories attractiveness. It is an essential tool of economic policies, both of supply and demand. Can fiscal systems also be used as incentives to promote investment? Can tax incentives effectively encourage research, innovation and the retention of jobs and decision-making centers in the territories? Should taxes on ideas be alleviated? Should death duties be raised in order to do away with their negative externalities? What balance should States try to strike between redistributive purposes and the need to attract investment? If the reflection on taxation is carried out at European level in order to prevent fiscal dumping, does it mean that we are heading for a European social system? All these endeavors are thwarted by fiscal fraud: how to avoid this and efficiently fight tax-heavens that reduce national income and distort the impact of economic and fiscal policies? Is it unpatriotic for companies to optimize taxes?

Speakers:

Introduction: **Felipe LARRAÍN BASCUÑÁN** (Former Minister of Finance, Chile)

Michel CICUREL (Cicurel Conseil)

Philippe de FONTAINE-VIVE CURTAZ (European Investment Bank)

James HINES (University of Michigan)

Patrick HUBERT (CLIFFORD CHANCE)

Ashwani KUMAR (Former Minister for Justice, India)

Philippe LHOMME (Deficom)

Coordination: **Alain TRANNOY**

(Le Cercle des économistes)

Moderation: **Nicolas PIERRON** (Radio Classique)

3:30pm - 4:45pm

Amphi Bruno Etienne

Session 15
Is Speculation the Enemy of Investment?

If speculation is useless or worse noxious, it should be prohibited. Unfortunately there exists no accurate definition of speculation. Indeed purchasing or selling stocks within a few milliseconds can be described as speculation. But what minimal period should adequately define investment flows? It would be arbitrary to define profitability requirements in terms of time limits without assigning them a risk constraint. It would also be denying the economic function of speculation, which is to contribute to market efficiency (price and liquidity) and distribute risks among its agents. The real question is to know why it is so difficult to finance real long-term investments and by whom they can best be financed: banks, markets, stocks, private equity, the states? What needs to be changed? Regulations (accounting norms, fiscal systems, leveraging effects)? We need to revise our way of thinking in the overall context of an optimal funding of our economies in order to stop short-term incentives which pollute the basic function of finance, i.e. financing the real economy.

Speakers:

Introduction: **Christian NOYER** (Banque de France)

Ross McINNES (Safran)

Christopher POTTS (Kepler Cheuvreux)

Stéphane PUEL (Gide Loyrette Nouel)

Makoto UTSUMI (Japan Credit Rating Agency)

Susan WOLBURGH JENAH (Investment Industry Regulatory Organization of Canada)

Coordination: **Catherine LUBOCHINSKY**

(Le Cercle des économistes)

Moderation: **Emmanuel LECHYPRE** (BFM Business)

4:45pm - 6:00pm

Amphi Bruno Etienne

Session 19
How can a Penniless State Invest?

Cutting down public debts has become a priority for most advanced economies. But this does not entail that public investment can be set aside. More than ever, our societies need to develop their innovation capacities, social capital and infrastructures and the role of states has become essential. But how can they achieve this without threatening their financial credibility? In order to address this question, we need to assess what financial headroom is still available and how much can be saved in current expenditures. A clear vision of the investments to be made is also required along with an accurate rating of their efficiency and priority for citizens. Ultimately there should be a national consensus as to whether the state should drive these or merely help them happen. The last key issue is to find how best to finance these investment and assess the involvement of the private sector.

Speakers:

Introduction: **Michel BARNIER** (European Commission)

Martin LOUSTEAU (Former Minister for Economy, Argentina)

Gunnar LUND (Ambassador of Sweden to France)

Valérie PÉCRESE (Assemblée Nationale, France)

Augustin de ROMANET (Aéroports de Paris)

René RICOL (Ricol Lasteyrie)

Carol SIROU (Standard & Poor's)

Ezra SULEIMAN (Princeton University)

Coordination: **Anton BRENDER**

(Le Cercle des économistes)

Moderation: **Olivier GALZI** (I> télé)

Parcours 4 - Inventer le nouvel environnement de l'investissement

9h15 - 10h30

Amphi Zyromski

Session 8 - Territoires et mégalopoles : la course à l'attractivité

Le marché est mondial mais un projet d'investissement s'ancre sur un territoire. Au territoire s'attache une identité, des infrastructures, des compétences, un cadre juridique particulier, des réseaux de sous-traitants et de distribution, une culture entrepreneuriale, des facilités d'accès à certains marchés. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication pourraient ouvrir la voie au télétravail décentralisé, où le monde rural accueillerait davantage d'actifs. Mais le tissu économique fonctionne différemment : la confiance, les réseaux d'acteurs requièrent la rencontre. Dans les faits, les mégalopoles concentrent l'investissement. Dans une logique de concurrence mondiale, comment les territoires se différencient-ils ? Les mégalopoles et pôles de compétitivités sont-ils les gagnants ? Quel rôle pour les pouvoirs publics et le secteur privé ? Comment concilier ces territoires et les régions boudées par les investisseurs ? Quelle est la place des pays en voie de développement dans cette course ? Les collectivités disposant de faibles ressources financières doivent-elles privilégier une stratégie endogène de développement ?

Intervenants :

Introduction : Saskia SASSEN (Columbia University)
 Pierre-Antoine GAILLY (Chambre de Commerce et d'Industrie région Paris Île-de-France)
 Romaric LAZERGES (Allen & Overy)
 Pierre MONGIN (Groupe RATP)
 Jesus RAMIREZ STABROS (Cabinet de la Présidence de la République, Mexique)

Coordination : Hippolyte D'ALBIS

(Le Cercle des économistes)

Modération : Christian MENANTEAU (RTL)

10h30 - 11h45

Amphi Zyromski

Session 12
Fonder l'entreprise du XXI^e siècle

Le modèle de la grande multinationale verticale est-il dépassé à l'heure où l'entreprise doit être réactive et s'adapter aux demandes individualisées, à la communication transformée par les nouvelles technologies ? Quelle forme aura l'entreprise innovante du XXI^e siècle ? Sera-t-elle plus horizontale, ouverte, en réseau et davantage collaborative avec ses partenaires, ses clients et dans son organisation ? Chacun des collaborateurs deviendra alors artisan du développement de l'entreprise. Qu'implique cette horizontalité en termes de management ? Par ailleurs, pour rester compétitives, les entreprises diversifient leur approvisionnement et leur clientèle. Quelles sont alors les nouvelles stratégies de coopération, notamment au niveau international ? Enfin, il est essentiel de comprendre la répartition du pouvoir entre propriétaires-actionnaires que le rapport au temps rend moins impliqués, et dirigeants qui ont un pouvoir de contrôle. Influence-t-elle la répartition de la valeur ajoutée entre les actionnaires, l'autofinancement, et les salariés parmi lesquels la dichotomie entre les dirigeants et les autres croît ?

Intervenants :

Introduction : Arun SUNDARARAJAN (New York University)
 Mark DIXON (Regus)
 Arancha GONZALEZ (International Trade Centre)
 Olivier KLEIN (BRED)
 Jean-Pierre MARTEL (Orrick Rambaud Martel)
 Philippe WAHL (LE GROUPE LA POSTE)
 Bing XIANG (Cheung Kong Graduate School of Business)

Coordination : Jean-Paul BETBÈZE

(Le Cercle des économistes)

Modération : Philippe MABILLE (La Tribune)

15h30 - 16h45

Amphi Zyromski

Session 16
L'Europe a-t-elle perdu la guerre des monnaies ?

Malgré la généralisation des régimes de change flexibles *de jure*, nombre de pays mènent des politiques de change *de facto* et créent des distorsions de taux de change réels dont les effets sur la compétitivité et les décisions d'investissement sont avérés : distorsions de rentabilité selon les secteurs ou les pays, délocalisations, incertitudes macroéconomiques... L'Europe est l'une des rares zones monétaires qui n'a pas de politique de change, la BCE n'ayant qu'un objectif de ciblage de l'inflation et les gouvernements des pays-membres de la zone euro ne parvenant pas à s'entendre sur une stratégie. La valeur de l'euro est comme une variable d'ajustement issue des politiques de change menées ailleurs. Quelle est l'ampleur des effets de ces distorsions de change sur l'investissement et les délocalisations des firmes européennes ? Peut-on y remédier en complétant le mandat de la BCE ? Comment insérer une telle inflexion dans une gouvernance mondiale des taux de change de nature à maîtriser la guerre des monnaies ? Par le jeu d'une coopération accrue des banques centrales ? En instaurant, sous l'égide des États, de nouvelles zones-cibles ?

Intervenants :

Introduction : Athanasios ORPHANIDES (MIT)
 Jean BEUNARDEAU (HSBC)
 Kathryn DOMINGUEZ (University of Michigan)
 Emmanuel FARHI (Harvard University)
 Hans-Helmut KOTZ (Center for Financial Studies)
 LEE Hye Min (Ambassadeur de Corée en France)
 Laurent MIGNON (Natixis)

Coordination : André CARTAPANIS

(Le Cercle des économistes)

Modération : Christian SCHUBERT (FAZ)

16h45 - 18h

Amphi Zyromski

Session 20
Renouer avec le progrès technique

La crise a accentué le ralentissement du progrès technique qui était amorcé en amont, déclassant une partie des salariés et des capitaux, et freinant le rythme d'investissement, provoquant la chute de la productivité globale des facteurs. La division par deux du rythme du progrès technique observée en Europe obère la croissance future et crée les conditions d'une décennie perdue à la japonaise. Il s'agira tout d'abord d'établir un constat de ce ralentissement. Quelle croissance de la productivité des facteurs peut-on attendre ? La perte de productivité en niveau peut-elle être rattrapée ? L'Europe est-elle condamnée à avoir une place réduite en matière d'innovation et faut-il privilégier des solutions européennes ou associer des partenaires extra-européens pour sortir de cette situation ? Comment peut-on accélérer la diffusion des nouvelles technologies dans nos sociétés, y compris dans le secteur public ? Comment favoriser la réallocation des ressources des secteurs à faibles gains de productivité vers les secteurs à forte productivité : rôle des marchés (la question du financement), rôle des politiques publiques (par exemple l'éducation) ?

Intervenants :

Introduction : Jacques ATTALI (PlaNet Finance)
 Michel DERDEVET (ERDF)
 Clara GAYMARD (GE)
 Nobuyori KODAIRA (Toyota)
 Philippe LAZARE (Ingenico)
 Andrew McAfee (MIT)

Coordination : Lionel FONTAGNÉ

(Le Cercle des économistes)

Modération : Bruna BASINI (JDD)

Path 4 - Devising the New Environment for Investment

9:15am - 10:30am

Amphi Zyromski

Session 8 - Territories and Mega-cities: the Race for Attractiveness

The market has become global. But any investment project needs to be rooted in a given territory. A territory has an identity through infrastructures, specific skills, legal frameworks and entrepreneurial culture, distribution networks and subcontractors, easy access to given markets. However, new information and communication technologies could open the way for decentralized teleworking thanks to which rural areas would be able to let in more active population. But the economic fabric works differently: cooptation, trust, networks of agents all require people working together. In practice, it is the mega-cities that attract most of the investments. Given the logics of global competition, how do territories differentiate themselves? Are mega-cities and competitiveness clusters successful models? How can areas snubbed by investors survive next to these attractive territories? What role for emerging countries in this race? Should poor regional authorities favour endogenous growth strategies?

Speakers:

Introduction: Saskia SASSEN (Columbia University)
 Pierre-Antoine GAILLY (Chambre de Commerce et d'Industrie de région Paris Île-de-France)
 Romaric LAZERGES (Allen & Overy)
 Pierre MONGIN (Groupe RATP)
 Jesus RAMIREZ STABROS (Cabinet of the President of the Republic, Mexico)

Coordination: Hippolyte D'ALBIS

(Le Cercle des économistes)

Moderation: Christian MENANTEAU (RTL)

10:30am - 11:45am

Amphi Zyromski

Session 12
Building the Company of the 21st Century

Is the model of large vertical multinational corporations outdated at a time when companies must be reactive, adjust to individualized demand and to a new type of communication system deeply transformed by NICT? What will 21st century's innovative companies be like? Will they be more horizontal, open, connected? Will they collaborate more willingly with their partners and clients? Will their structures also be more open thus allowing their employees to become stakeholders of the companies' development? What does this horizontal organization imply in terms of management? Furthermore, in order to remain competitive, companies have to diversify their suppliers and clients. What new collaboration strategies should they adopt at international level? Finally it is essential to understand how power is distributed between owners-stockholders –who are less and less involved as their relationship to time changes– and executives who have controlling power. How does this affect the distribution of added-value among self-financing, stockholders and employees who are more and more estranged from their leaders?

Speakers:

Introduction: Arun SUNDARARAJAN (New York University)
 Mark DIXON (Regus)
 Arancha GONZALEZ (International Trade Centre)
 Olivier KLEIN (BRED)
 Jean-Pierre MARTEL (Orrick Rambaud Martel)
 Philippe WAHL (LE GROUPE LA POSTE)
 Bing XIANG (Cheung Kong Graduate School of Business)

Coordination: Jean-Paul BETBÈZE

(Le Cercle des économistes)

Moderation: Philippe MABILLE (La Tribune)

3:30pm - 4:45pm

Amphi Zyromski

Session 16
Has Europe lost the Currency War?

In spite of the widespread application of *de jure* flexible exchange rate systems, many countries actually conduct *de facto* exchange-rate policies, thus leading to real exchange rates' misalignments that seriously impact competitiveness and investment decisions: profitability distortions depending on sectors or countries, off shoring, macroeconomic uncertainties... Now, Europe is one of the few monetary zones that do not have an exchange-rate policy, as the European Central Bank's mission is the targeting of inflation and governments of euro zone members fail to agree on a common policy. As a result, the value of the Euro ends up being the adjustment variable of exchange-rate policies from elsewhere. What is the magnitude of these exchange rates' misalignments on investment and off-shoring by European firms? Can this be remedied by extending the ECB mandate? How could such a turnaround be included in a global governance of exchange rates, which could contribute to the control of the "currency war"? Via increased collaboration of central banks? By creating new target zones under the leadership of the states?

Speakers:

Introduction: Athanasios ORPHANIDES (MIT)
 Jean BEUNARDEAU (HSBC)
 Kathryn DOMINGUEZ (University of Michigan)
 Emmanuel FARHI (Harvard University)
 Hans-Helmut KOTZ (Center for Financial Studies)
 LEE Hye Min (Ambassador of Korea to France)
 Laurent MIGNON (Natixis)

Coordination: André CARTAPANIS

(Le Cercle des économistes)

Moderation: Christian SCHUBERT (FAZ)

4:45pm - 6:00pm

Amphi Zyromski

Session 20
Reviving Technical Progress

The crisis has further exacerbated the slowdown of technical progress, with the ensuing loss of workers' status, capital retirement, holding back of investments and overall collapse of factors' productivity. The two-for-one split of technical progress in Europe is putting an additional strain on growth and foreshadows a Japanese-style lost decade. After acknowledging this slow-down, the session will address several questions. What overall productivity growth of factors can be expected in the coming years? Can the loss of productivity resulting from the crisis be made up for? Is Europe doomed in terms of innovation leadership? Should European alternatives be favored or should partners outside Europe be called in? How to accelerate the dissemination of new technologies in our societies including public services? How to move resources from low to high productivity sectors: role of markets (funding) and of public policies (such as education)?

Speakers:

Introduction: Jacques ATTALI (PlaNet Finance)
 Michel DERDEVET (ERDF)
 Clara GAYMARD (GE)
 Nobuyori KODAIRA (Toyota)
 Philippe LAZARE (Ingenico)
 Andrew McAfee (MIT)

Coordination: Lionel FONTAGNÉ

(Le Cercle des économistes)

Moderation: Bruna BASINI (JDD)

8h - 8h30

Amphi Portalis

Allocution spéciale
Christine LAGARDE (Fonds Monétaire International)

Coordination : **Jean-Hervé LORENZI** (Le Cercle des économistes)

8h30 - 9h15

Amphi Portalis

Débat 5
La mondialisation est-elle contrôlable ?

La théorie économique néo-classique vante les mérites de la mondialisation. Mais les travaux empiriques sont plus mesurés et montrent que les gains dépendent d'un certain nombre de facteurs : système financier bien régulé, capacité à en redistribuer les gains.

Les interdépendances financières internationales ont été à l'origine de la contagion de la crise à l'Europe et d'un afflux/reflux de capitaux déstabilisant les économies émergentes.

La montée du chômage, les fermetures d'usines, la désindustrialisation, les difficultés d'ajustement budgétaire et la concurrence fiscale qui nuit aux politiques de redistribution pendant que certains échappent à l'impôt, légitiment la remise en question de la mondialisation.

Où en est la doctrine des organisations internationales en matière de mondialisation commerciale et financière ? De quelle manière s'articule-t-elle avec les recherches récentes et avec l'évolution des politiques et opinions publiques ?

Les politiques macro-prudentielles constituent-elles un rempart efficace contre les effets déstabilisateurs des mouvements de capitaux ? Où en sont les efforts du G20 pour limiter l'évasion fiscale internationale ? Quelles politiques publiques permettent le mieux d'accompagner la mondialisation au niveau national ? Y a-t-il des limites à la fragmentation internationale des chaînes de valeur ?

Intervenants :
Ian GOLDIN (Oxford University)

Luiz Awazu PEREIRA da SILVA (Banque Centrale du Brésil)

Michel SAPIN (Ministre des Finances et des Comptes publics, France)

YU Yongding (Académie Chinoise des Sciences Sociales)

Coordination : **Agnès BÉNASSY-QUÉRÉ** (Le Cercle des économistes)

Modération : **Nicolas BARRÉ** (*Les Echos*)

8:00am - 8:30am

Amphi Portalis

Special Statement
Christine LAGARDE (International Monetary Fund)

Coordination : **Jean-Hervé LORENZI** (Le Cercle des économistes)

8:30am - 9:15am

Amphi Portalis

Debate 5
Is Globalization Manageable?

Neo-classical theory praises globalization. Empirical research however is more balanced and shows that gains depend on a number of factors among which a well-regulated financial system and the capacity to redistribute gains.

International financial interconnexions have led to the current crisis in Europe and to capital inflows/outflows destabilizing emerging economies. The rise of unemployment, plant closures, deindustrialization, difficulties in implementing budgetary reforms and fiscal competition all justify the questioning of globalisation.

Where do international organizations stand in terms of financial and commercial globalisation? How do their doctrines relate with recent research, political evolution and new public opinion trends?

Are macro-prudential policies an efficient tool against the destabilizing effects of capital flows? To what extent have G20 endeavours to reduce fiscal evasion been successful? What public policies are most likely to control globalisation at national levels? Is there a limit to the fragmentation of value chains?

Speakers:
Ian GOLDIN (Oxford University)

Luiz Awazu PEREIRA da SILVA (Central Bank of Brazil)

Michel SAPIN (Minister of Finance and Budget, France)

YU Yongding (Chinese Academy of Social Sciences)

Coordination: **Agnès BÉNASSY-QUÉRÉ** (Le Cercle des économistes)

Modération: **Nicolas BARRÉ** (*Les Echos*)

9h15 - 10h

Amphi Portalis

Session 21

Les mutations de l'investissement

Le Cercle des économistes présentera les conclusions des quatre parcours du samedi : « Investir dans l'humain », « Penser le long terme », « Financer l'investissement » et « Inventer le cadre de l'investissement ». Il s'agira de discuter ces conclusions afin de dégager les grandes transformations nécessaires pour inventer demain.

Rapporteurs : Yann ALGAN, Françoise BENHAMOU, Laurence BOONE, Pierre JACQUET (Le Cercle des économistes)

Témoins : Pierre-André de CHALENDAR (Saint-Gobain), Pierre-René LEMAS (La Caisse des dépôts)

Modération : Vincent GIRET (Le Monde)

9:15am - 10:00am

Amphi Portalis

Session 21

The Transformations of Investment

Le Cercle des économistes will present the conclusions of Saturday's four paths: «Investing in Human Capital», «Considering the Long Term», «Financing Investment», and «Devising the Framework for Investment». Their conclusions will be discussed in order to draw the broad transformations required to invent tomorrow.

Rapporteurs: Yann ALGAN, Françoise BENHAMOU, Laurence BOONE, Pierre JACQUET (Le Cercle des économistes)

Debaters: Pierre-André de CHALENDAR (Saint-Gobain), Pierre-René LEMAS (La Caisse des dépôts)

Moderation: Vincent GIRET (Le Monde)

10h00 - 11h00

Amphi Portalis

Session 22

Nouvelles frontières, nouveaux acteurs de l'investissement

La multipolarisation des flux de capitaux et la crise mondiale ont bouleversé la géographie des relations internationales. Le théâtre des opérations, les acteurs et les enjeux ne sont plus les mêmes. Les clivages habituels sont donc à revoir. Les États-Nations restent des acteurs majeurs, mais une redistribution des rôles menace de reléguer la vieille Europe au banc des figurants. Qui sont les nouveaux États-Investisseurs ? Comment expliquer l'a priori négatif qui les entoure ? Quelle est la politique étrangère américaine, ancienne championne de l'investissement mondial ? L'Afrique n'est-elle que le théâtre de luttes d'influence ? Surtout, les frontières évoluent : la scène de l'investissement est mondiale, voire extra-planétaire avec de plus en plus de projets dirigés vers l'espace. Quelle gouvernance pour ces nouvelles frontières ? La société civile n'est plus en reste en termes d'investissement tant financier que personnel, notamment à travers les fondations et les ONG. Néanmoins on peut s'interroger sur le véritable impact de leurs actions. Quelles sont leurs relations avec les États et les organisations internationales ? Quelle est la portée des mouvements de citoyens qu'ils soient révolutionnaires, contestataires ou la manifestation de visions décentralisées ? L'avenir de l'investissement serait-il entre les mains du citoyen-acteur ?

Intervenants :

Introduction : Amadou BA (Ministre des Finances, Sénégal)

Isher Judge AHLUWALIA (Indian Council for Research on International Economic Relations)

Bruno LAFONT (Lafarge)

John LIPSKY (Johns Hopkins School)

Mostafa TERRAB (Office Chérifien des Phosphates)

Coordination : Christian de BOISSIEU (Le Cercle des économistes)

Modération : Olivier MAZEROLLE (La Provence)

10:00am - 11:00pm

Amphi Portalis

Session 22

New Investment Frontiers and New Players

The multipolarization of capital flows and the global crisis have disrupted the geography of international relations. Both international players and states have changed. Ancient divisions have to be re-examined. Nation-states remain major players, but new ones have emerged and old Europe might have to make do with playing second fiddle. Who are the new investor states? Why are they generally perceived negatively? What international policy is the former champion of global investment, i.e. the United States pursuing? Is Africa anything but the scene of power struggles? More importantly, geopolitical boundaries have shifted: the investment scene is global, perhaps even extra-planetary as more and more projects are directed towards the exploration of space. What governance for these new frontiers? In terms of financial and personal investments, the civil society has caught up, notably via foundations and NGOs. But their real impact remains to be assessed. What are their relations with States and international organizations? What is the actual scope of citizens' movements, be they revolutionary, anti-establishment or the expression of decentralized visions? Does the future of investment lie in the hands of citizen-players?

Speakers:

Introduction: Amadou BA (Minister of Finance, Senegal)

Isher Judge AHLUWALIA (Indian Council for Research on International Economic Relations)

Bruno LAFONT (Lafarge)

John LIPSKY (Johns Hopkins School)

Mostafa TERRAB (OCP Group)

Coordination: Christian de BOISSIEU (Le Cercle des économistes)

Moderation: Olivier MAZEROLLE (La Provence)

11h00 - 12h00

Amphi Portalis

Session 23

Faut-il investir dans l'Europe ?

Dans certains pays d'Europe centrale, on l'a vu récemment en Ukraine, l'Europe est encore synonyme de progrès, de liberté, de hausse du niveau de vie. Les citoyens des pays du sud de la zone euro critiquent au contraire l'absence de solidarité et de projet politique. Les pays du nord rejettent l'idée d'une « union de transferts » ainsi que la mutualisation des dettes. Quelle est la vérité de l'Europe ? Les dernières années montrent que les institutions n'ont pas été conçues pour une Europe hétérogène en termes de structure productive et de niveau de revenu.

Cela ouvre la voie aux populismes : celui du Nord avec son refus de soutien aux pays en difficulté ; celui du Sud qui aspire au retour à des politiques nationales, y compris de change. L'Europe saura-t-elle proposer un projet acceptable à la fois par le « Nord » soucieux de ne pas financer sans contrepartie le « Sud » et par le « Sud » qui ne voit pas l'intérêt d'une Europe qui n'impose que des règles sans solidarité.

Il s'agit de mettre en place, à court terme, un soutien collectif aux réformes structurelles nécessaires ; à long terme, la seule solution robuste est la mise en œuvre progressive et prudente de structures de type fédéral.

Intervenants :

Introduction : Pascal LAMY (Ancien Directeur général de l'OMC)

Benoît COEURÉ (Banque centrale européenne)

Gerhard CROMME (Siemens AG)

Peter RICKETTS (Ambassadeur du Royaume-Uni en France)

Jacek ROSTOWSKI (Ancien Ministre des Finances, République de Pologne)

Jean-Dominique SENARD (Michelin)

Coordination : Patrick ARTUS (Le Cercle des économistes)

Modération : Patricia LOISON (France 3)

11:00am - 12:00pm

Amphi Portalis

Session 23

Should we Invest in Europe?

For a number of countries, particularly in Central Europe –as recent events in Ukraine have shown– Europe still stands for progress, freedom and higher standards of living. On the other hand, euro zone Southern countries criticize the lack of solidarity and common policy projects, while Northern European countries reject the notion of “transfer union” and pooling of sovereign debts. What is the truth of Europe? The last few years have shown that European institutions are ill-fit with heterogeneous production structures and income levels.

This paves the way for all sorts of populisms: in the North, which refuses to support countries in difficulty; in the South, which longs for the return to national policies including national exchange policies. Will Europe be able to devise a project that would be acceptable to “the North” reluctant to provide unconditional financial support to “the South” and “the South” which sees no interest in Europe when it has nothing to offer but rules devoid of solidarity.

The short-term goal should be to support collectively the necessary structural reforms. In the long term the only viable solution will be the progressive and careful implementation of federal structures.

Speakers:

Introduction: Pascal LAMY (Former General Director, WTO)

Benoît COEURÉ (European Central Bank)

Gerhard CROMME (Siemens AG)

Peter RICKETTS (British Ambassador to France)

Jacek ROSTOWSKI (Former Minister of Finance, Republic of Poland)

Jean-Dominique SENARD (Michelin)

Coordination: Patrick ARTUS (Le Cercle des économistes)

Moderation: Patricia LOISON (France 3)

12h00 - 13h15

Amphi Portalis

Session 24
L'investissement, accélérateur de l'Histoire du Monde

Quel avenir voulons-nous inventer ? Alors que certains en viennent à interroger la nécessité même de la croissance et que les NTIC fluidifient les échanges internationaux, la question n'est pas anodine. La crise a aggravé la défiance dans l'économie, dans les marchés. Compte tenu des défis mondiaux auxquels la communauté internationale est confrontée, un sursaut de l'investissement est nécessaire. Le cadre institutionnel global est-il assez propice à cet effort d'investissement ? Sinon, comment relancer les négociations sur un accord multilatéral ? Les investissements souverains doivent-ils faire l'objet d'un traitement particulier ? À l'heure où la démographie fera peut-être de l'Afrique un foyer d'innovation et où certains émergents utilisent leurs fonds souverains comme un outil diplomatique et d'influence, le soft power et les politiques multilatérales permettront-ils aux grandes puissances de maintenir leur position ? Ou au contraire, les nouveaux conflits feront-ils émerger le rééquilibrage géopolitique tant de fois annoncé ?

Intervenants :

Montek Singh AHLUWALIA (Ancien Directeur adjoint de la Commission de planification, Inde)

Laurent FABIUS (Ministre des Affaires étrangères et du Développement international, France)

Mario MONTI (Ancien Président du Conseil, Italie)

Ngozi OKONJO IWEALA (Ministre des Finances, Nigéria)

Kenneth ROGOFF (Harvard University)

Luis VIDEGARAY CASO (Ministre des Finances, Mexique)

Coordination : **Jean PISANI-FERRY** (Le Cercle des économistes)

Modération : **Nicolas BEYTOUT** (*L'Opinion*)

13h15 - 13h30

Amphi Portalis

Conclusion et Déclaration finale du Cercle des économistes

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)

12:00pm - 1:15pm

Amphi Portalis

Session 24
Investment as the Accelerator of the World's History

What future do we want to invent at a time when the very notion of growth is questioned and international exchanges made more fluid by NICT? This has become a critical issue. The crisis has aggravated distrust vis-à-vis economics and markets while global challenges demand a pick-up in investment. Is the institutional framework such that it can boost investment? If not, how to restart negotiations on a multilateral agreement? Should sovereign investments be handled separately? Demography may turn Africa into an innovation hot-bed and a number of emerging countries use their debt as a leveraging diplomatic tool. In such conditions, will soft power and multilateral policies allow major powers to maintain their ranks or will new conflicts bring about a much predicted new geopolitical balance?

Speakers:

Montek Singh AHLUWALIA (Former Deputy Chairman of the Planning Commission, India)

Laurent FABIUS (Minister of Foreign Affairs and International Development, France)

Mario MONTI (Former President of the Council, Italy)

Ngozi OKONJO IWEALA (Minister of Finance, Nigeria)

Kenneth ROGOFF (Harvard University)

Luis VIDEGARAY CASO (Minister of Finance, Mexico)

Coordination : **Jean PISANI-FERRY** (Le Cercle des économistes)

Modération : **Nicolas BEYTOUT** (*L'Opinion*)

1:15pm - 1:30pm

Amphi Portalis

Concluding Remarks and Final Statement by Le Cercle des économistes

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)